



18 janvier 2013

Bulletin n° 8

Les conseils scolaires envoient promener le ministère et son « plan de rationalisation »

Le puits est à sec. Nous le savons; les parents aussi; les enseignants aussi; les conseils scolaires de la province aussi. Et le gouvernement britanno-colombien, qui a le mandat de financer adéquatement le réseau scolaire public, devrait le savoir aussi. Ce n'est malheureusement pas le cas, puisqu'il replonge son seau dans le puits.

Nous nous sommes assis trois fois à la table provinciale de négociations. L'an dernier, nous avons ajourné les pourparlers pour que l'employeur et le ministère de l'Éducation « aient l'occasion de se préparer adéquatement aux négociations avec les employés de soutien ». Cette préparation a pris la forme d'une lettre ministérielle ordonnant aux conseils scolaires élus localement de compresser leur budget de 1,5 pour cent pour chacune des deux années, afin de défrayer les hausses salariales attendues depuis longtemps par les employés de soutien. Le ministère leur demande aussi de soumettre un « plan de rationalisation » d'ici la mi-janvier.

Les conseils scolaires n'ont pas tardé à réagir : il n'y a plus d'économies à trouver dans le réseau, à moins de s'attaquer directement à la qualité de l'enseignement. Sharel Warrington, présidente du conseil du district scolaire 57 (Prince George), a répondu au ministre de l'Éducation Don McRae que les écoles ont déjà vu leur budget réduire comme peau de chagrin; elles ne devraient pas avoir à rationaliser leurs dépenses pour couvrir les augmentations de salaire de leurs employés.

« Nous avons dû introduire, dans la préparation de nos budgets, des mesures draconiennes afin d'étirer des ressources limitées, tout en tentant de répondre aux besoins de nos élèves et du fonctionnement du district, explique Mme Warrington. Nous sommes forts inquiets de constater que le ministère croit qu'il existe, dans le réseau élémentaire et secondaire, des économies faciles à réaliser. » (Vous trouverez un florilège de lettres des conseils scolaires au ministre sur notre site Internet : bcschools.cupe.ca.)

Le gouvernement semble avoir reculé quelque peu devant le raz-de-marée de protestations en provenance des conseils scolaires. Il a admis que son message était mal formulé (sans rien dire sur son contenu). Le ministre affirme maintenant qu'il s'assoira avec la BCPSEA et la BCSTA pour discuter « d'une solution pour aller de

l'avant ». D'après nous, il s'agit d'une stratégie maladroite consistant à fixer un plafond salarial arbitraire, en dehors de la démarche de négociation collective, dans le but d'influencer celle-ci.

« Le ministère exige des compressions impossibles à un réseau déjà terriblement affaibli par plusieurs années de sous-financement chronique, explique Colin Pawson, président du Conseil des présidents des syndicats du réseau scolaire du SCFP-C.-B. Ajoutez à cela le fait que le gouvernement oblige chaque conseil scolaire à déposer un "budget équilibré", une mesure qui fait fi de ce qu'ont besoin les districts pour offrir à nos enfants la meilleure éducation possible. On ne sait pas trop d'où vient ce chiffre de 1,5 pour cent. En tout cas, il est loin de correspondre au rattrapage requis ou même aux hausses salariales dans le secteur privé. »

« La seule manière d'aller de l'avant, c'est que le gouvernement prenne ses responsabilités et finance adéquatement le réseau scolaire public, poursuit-il. Il serait irresponsable de la part du gouvernement de forcer les travailleurs du réseau à exercer des moyens de pression afin de négocier des hausses salariales qui s'imposent depuis longtemps. »

Aucune séance de négociation n'est prévue à ce stade. Par contre, votre comité de négociation a eu droit cette semaine à un exposé sur le concept de régime provincial uniformisé d'avantages sociaux, présenté par Morneau Shepell, le plus gros gestionnaire de régimes de retraite et d'avantages sociaux au Canada.

@CUPEbcschools

cope491